

Trois arguments qui ne seraient pas de droite contre le revenu universel

Par Thomas Bolmain

I. DE QUOI PARLE-T-ON ?

L'idée de « revenu universel » – *alias* le « revenu inconditionnel », *alias* le « revenu minimum d'existence », *alias* le « revenu citoyen », etc. – est dans l'air du temps : par l'intermédiaire de M. Benoît Hamon, elle s'est notamment invitée en France dans les débats de la dernière élection présidentielle. Discutée depuis plus de trente ans d'une manière assez confidentielle, l'idée de verser à titre individuel une certaine somme d'argent sans qu'aucun travail ne soit fourni en échange (ce pourquoi le revenu est dit « inconditionnel ») a enfin fait ces dernières années l'objet de plusieurs expérimentations (par exemple en Finlande). Ce qui surprend, c'est que *l'idée est revendiquée aussi bien à droite qu'à gauche et qu'elle s'expose, inversement, à des critiques tant de gauche que de droite*. Tandis que M. Paul Magnette (PS) y reconnaît une proposition allant « dans le sens de l'histoire », il se voit contesté dans son propre parti, mais est rejoint, paradoxalement, par M. Georges-Louis Bouchez (MR). De même, en France, avant que M. Hamon (PS) étudie le sujet, M. Frédéric Lefebvre (LR) réclamait déjà une réflexion parlementaire sur ce thème.

Ce paradoxe s'explique peut-être par le fait que l'idée – ainsi que l'a par exemple noté l'économiste Liêm Hoang-Ngoc – relève d'une double généalogie, marxiste et libérale. D'un côté, suivant certaines suggestions de Marx, on insistera sur la nécessité d'instaurer un « revenu socialisé universel » dès lors que le travail automatisé tend à remplacer le travail humain et qu'il devient possible de partager, selon les besoins de chacun, la richesse créée. De l'autre côté, on mettra plutôt en évidence le fait que les individus pourront gérer librement et de façon responsable le capital qui leur est alloué et qu'ils réaliseront l'intérêt général au moment même où ils poursuivront leur intérêt le plus propre. Sans remonter aux plus anciens précurseurs de cette idée – on allègue parfois Thomas More, Tom Paine ou encore John Stuart Mill –, on observe que la première approche, aujourd'hui, se revendique volontiers d'André Gorz (1932-2007) – ce philosophe, un des pères fondateurs de l'écologie politique et de la pensée de la décroissance, était un proche de Sartre –, la seconde de Milton Friedman (1912-2006) – Prix Nobel d'économie en 1976, champion du néolibéralisme, et inspirateur, notamment, des politiques économiques de Thatcher, Reagan ou Pinochet.

Ces deux approches échangent des arguments pro et contra presque symétriques et inverses. À droite, on voit dans le revenu universel une manière de répondre aux exigences d'un marché du travail profondément transformé, et qu'il n'est pas question de remettre en question, mais on craint, dans le même temps, de renforcer la tendance naturelle de l'humain à la paresse et à l'« assistanat ». À gauche, on y voit au contraire une manière de se protéger de ces transformations, de les endiguer, mais on s'interroge sur son financement possible, réputé difficile. Au-delà des arguments, c'est la forme concrète que devrait prendre le revenu universel qui varie selon que l'on se situe à gauche ou à droite. Je me bornerai à une description « idéaltypique » des deux modèles en présence. À droite, on souhaite en général que la somme perçue soit relativement faible et, surtout, qu'elle remplace l'intégralité des aides sociales classiques (à l'exception semble-t-il de l'assurance maladie). À gauche – en Belgique, je pense par exemple à M. Philippe Defeyt –, on estime à l'inverse que la somme attribuée doit être la plus haute possible et que la création d'un revenu universel s'accompagnera d'un renforcement de la sécurité sociale, d'une réglementation des prix du marché immobilier, etc. Il n'est malheureusement pas possible dans les limites de ce texte de passer en revue l'ensemble des propositions actuellement disponibles – on dit parfois qu'il y a autant d'idées du revenu universel que d'individus pour le défendre... –, mais ce qui précède suffit à donner une idée des deux tendances aujourd'hui dominantes.

Par ailleurs, il ne me semble ni possible ni nécessaire de répondre aux objections rappelées à l'instant (tentation de l'assistanat/impossibilité du financement). En ce qui concerne la question du financement, les tenants du revenu universel ne manquent pas d'idées – impôts sur la propriété et le capital, sur l'héritage, taxes écologiques, etc. : voyez les travaux du philosophe Philippe Van Parijs et du *Basic Income Earth Network* –, mais seul un économiste, ce que je ne suis pas,

pourrait juger de leur bien-fondé. Quant au second problème, il nous met au fond en présence de deux visions diamétralement opposées de la nature humaine (l'homme est de nature fainéant ou, au contraire, spontanément intéressé par le travail pour autant que celui-ci ne soit pas aliénant) qu'il ne m'appartient pas de discuter et encore moins de réconcilier. Chacun est ici renvoyé à ses options philosophiques fondamentales.

Et puis je crois plus urgent et plus juste de défendre l'argument suivant. *Eu égard à l'état actuel de notre formation social-historique*, il est illusoire de penser que le revenu universel constituerait une protection contre la dérégulation du marché du travail ou que sa mise en œuvre puisse s'accompagner d'un réinvestissement par l'État de ses missions sociales. Quand j'évoque « l'état actuel de notre formation social-historique » je vise deux éléments, massifs, qui seront au fondement de ma démonstration. Premièrement, je fais allusion à *l'état actuel du rapport de force qui oppose le capital au travail* et qui oppose, à un autre niveau, la politique économique néolibérale à d'autres visions de l'économie comme de la politique, visions traditionnellement portées par la pensée émancipatrice et égalitaire de gauche. On peut dire que ce rapport de force est d'intensité faible, tant la base matérielle de notre formation social-historique (le mode de production capitaliste, désormais mondialisé dans le style néolibéral) fait consensus, à droite comme à gauche, et tant les recherches d'autres modalités de construction de l'être-en-commun, pour l'heure éparses et minoritaires, n'entrent guère en contradiction avec la loi dominante d'organisation du monde. Deuxièmement, *je vise l'état de notre monde du point de vue de son idéologie dominante*. Or celle-ci relève encore largement de ce que le philosophe Cornélius Castoriadis identifiait dès les années cinquante comme la « privatisation de l'existence » : insensibilité aux enjeux collectifs de la vie en commun, à l'intérêt général, rétrécissement de la dimension publique de l'existence, et repli concomitant, du point de vue des modes de vie, sur les aspects privés et individuels, voire narcissiques, de celle-ci. En somme, je m'accorde avec le sociologue Mateo Alaluf lorsqu'il affirme qu'« une allocation universelle chaque fois qu'elle est promue vise à une moindre intervention de l'État dans les politiques sociales. [...] Voilà comment l'allocation universelle s'exprime dans la réalité, dans les rapports de force qui existent aujourd'hui. »¹

« Dans les rapports de force qui existent aujourd'hui » : telle est l'idée capitale. Il est en effet absurde de vouloir juger la valeur de l'idée de revenu universel abstraitement, indépendamment du contexte économique, politique et idéologique, où elle s'inscrit : rien ne sert de l'envisager en soi ou telle qu'elle est exprimée sur papier. Il convient au contraire d'interroger le sens qui est le sien à l'intérieur de notre monde – de notre formation social-historique et de notre conjoncture – relativement à la nature des rapports de force (économique, politique et idéologique) qui le structure. J'ignore si, dans un monde évoluant sur une base différente, cette idée ne prendrait pas un autre sens, un sens plus juste. Mais il me paraît clair qu'en fonction de l'état de notre monde, dont je rappelais à l'instant deux lignes de force, le revenu universel ne pourra que favoriser le capital au détriment du travail et accélérer le désengagement de l'État à l'égard de ses missions sociales. C'est pourquoi on peut se contenter de faire porter la critique sur la version maximale, c'est-à-dire de droite, de cette idée, tout simplement parce que cette version représente, *dans l'état actuel des choses*, la vérité de toutes ses autres versions.

¹ M. Alaluf s'exprime lors d'un débat l'opposant à M. Defeyt organisé par Alteréchos : M. LEGRAND, « Alaluf vs. Defeyt: l'allocation universelle, progrès ou régression sociale ? », Alterechos.be, 11 septembre 2017, [en ligne :] <http://www.alterechos.be/alaluf-vs-defeyt-lallocation-universelle-progres-ou-regression-sociale/>. On lira surtout M. ALALUF, D. ZAMORA (dir.), *Contre l'allocation universelle*, Québec : Lux, 2017.

II. TROIS ARGUMENTS

Premier argument, accepter l'idée de revenu universel implique d'abandonner le principe même de la sécurité sociale. Suivant ce principe, chaque membre d'une collectivité donnée est appelé à contribuer selon ses moyens tandis que tous sont autorisés à recevoir en fonction de leurs besoins spécifiques. Un tel mécanisme doit permettre, au moins en théorie, de corriger autant que possible les inégalités de naissance comme celles qui émergent au fil des parcours de vie des uns et des autres. Dans la perspective où un revenu universel identique serait attribué à tout un chacun, on peut cependant craindre que les revendications opposées par les citoyens à l'État en matière d'*extension de leurs droits* (par exemple davantage de services publics de meilleure qualité : plus généralement le domaine de ce que l'on nomme les « droits-créances ») soient remplacées par des revendications en faveur d'un *élargissement de leur seul pouvoir d'achat*. Il n'y aurait en effet plus de sens à lutter pour le droit à la retraite à 62 ans (la retraite n'existerait plus) : on se battrait donc pour une revalorisation du revenu universel, ou pour un coût de la vie moindre, etc. Et l'on verrait évidemment fleurir, dans ce contexte, diverses sortes d'initiatives privées en matière d'assurance-maladie, d'assurance-pension, etc., auxquelles seuls les plus nantis pourraient s'affilier.

D'une façon générale, la lutte politique, dont les résultats s'inscrivent dans le droit – ils prennent par exemple la forme d'une sécurité sociale digne et efficace –, laisserait dès lors la place à de purs et simples *marchandages économiques* (il faut malheureusement le noter, l'essentiel des troupes, y compris syndicales, va actuellement déjà dans ce sens). Ainsi la lutte (politique) contre les inégalités est-elle remplacée, au mieux, par la lutte contre la pauvreté. Enfin, on ne voit plus très bien à quoi servirait désormais l'État dans une telle optique, sinon, et uniquement, à garantir l'ordre : ses missions sociales – sa main gauche, comme on dit parfois – n'ayant plus d'objet, il se concentrerait sur sa seule main droite, que l'on sait lourdement armée... Bref, un devenir « à l'américaine » de l'État : plus de police, mais moins de sécurité (sociale). Certes, on peut toujours désirer moins d'État social, mais je ne pense pas que l'on puisse soutenir que cela corresponde à l'intérêt du plus grand nombre.

Second argument, on entérinerait l'idée, fausse, de la fin du rapport de force qui lie et oppose en régime capitaliste le travail au capital. Dire, comme je l'avançais plus haut, que le rapport de force travail/capital est actuellement d'intensité faible ne signifie pas que ce rapport soit inexistant : autrement dit, nous ne vivons pas dans un monde « post-travail ». On peut dans cette mesure en revenir aux analyses classiques de Marx. La reproduction élargie du capital (l'accumulation indéfinie de la valeur sous forme de surprofits) repose sur la création de surtravail et l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire, pour aller vite, sur le fait de faire créer de la valeur par le travailleur au-delà de ce que coûte l'entretien et la reproduction du travailleur en question. Cela signifie deux choses : le capital a un besoin vital du travail ; mais il se trouve que le travail renvoie à l'activité d'êtres vivants, comme tels toujours susceptibles de se révolter, de s'organiser, de s'opposer à leur exploitation. Le travail, c'est l'aliment nécessaire et le poison virtuel du capital... Sur cette base, différentes combinaisons sont envisageables ; dans nos contrées, l'histoire récente en a expérimenté au moins deux. Après la Seconde Guerre, pendant ce que l'on a appelé les Trente glorieuses, on est parvenu, en gros, à un compromis du travail et du capital dans le cadre de cet État-Providence parfois regretté aujourd'hui. Depuis lors (disons : depuis le milieu des années septante), on s'est essayé à exploiter autrement le travail, beaucoup plus durement, et surtout en limitant au maximum les risques de révolte (avec par exemple la fin des grandes usines qui rassemblaient parfois des centaines de milliers d'ouvriers : le premier intérêt des délocalisations est politique, il n'est que secondairement économique). D'autre part, le domaine de la finance s'est vu confié la tâche de créer autrement (en fait : virtuellement) de la valeur (à partir des années quatre-vingts, toujours davantage depuis lors).

Dans ce cadre, les transformations actuelles du marché du travail (flexibilisation, libéralisation – précarisation, « ubérisation » : le porte-parole du gouvernement français y insistait tout récemment, il faut à tout prix *libérer* le travail) *ne signifient certainement pas la fin du travail* (c'est là de la propagande pure et simple). Elles correspondent plutôt à de nouvelles manières, plus fines, plus différenciées, de l'exploiter, dans un cadre où la contradiction travail/capital devient pour ainsi dire invisible, comme immatérielle ; un cadre où, au fond, l'humain n'est plus *que* travail, au sens de matière à exploiter par le capital : son intelligence, ses relations aux autres et à la nature, sa « créativité », son sommeil même sont vampirisés par le capital – c'est ce que l'on appelle le « capitalisme cognitif ». Octroyer un revenu universel d'existence revient simplement à accompagner cette évolution économique en se donnant toutes les chances de la masquer d'un point de vue idéologique et, en dernière analyse, de reporter aux calendes grecques l'éventualité d'une révolte politique.

Enfin, *troisième argument*, accepter l'idée de revenu universel, c'est *admettre l'absolue et définitive individualisation de l'existence sociale*. Cette idée s'entend en un double sens. On en revient d'abord au premier argument : en l'absence d'un mécanisme contraignant de redistribution collectif des fruits du capital (sécurité sociale), chaque individu, quelles que soient ses caractéristiques, éventuellement négatives, sera appelé à placer intelligemment, à valoriser voire à augmenter le petit capital individuel que l'on aura bien voulu lui accorder. Mais il est notoire que chacun ne se découvrira pas armé de la même façon lorsqu'il lui faudra se lancer à l'assaut de cette tâche exaltante... Et même d'un point de vue plus idéologique — on a envie de dire : éthique, voire esthétique — on peut fort bien contester cette idée qui fait obligatoirement de chacun un petit *manager* de sa propre existence, sommé d'investir où bon lui semble le capital qui est le sien : d'autres visions de la vie demeurent disponibles, et certaines ne sont pas moins enthousiasmantes... Et puis – second point –, dans le contexte de « privatisation de l'existence » que j'évoquais plus haut, c'est la responsabilité de chacun à titre strictement individuel qui sera engagée dans la gestion dudit revenu, ce qui permettra notamment à la responsabilité politique et collective normalement incarnée dans l'État de se dédouaner complètement en cas de difficulté.

En résumé, chacun se verra *livré à lui-même*, ce qui ne va pas sans soulever de graves problèmes : car, quoiqu'on en dise, on ne peut raisonnablement soutenir (credo du capitalisme) que chacun soit un acteur également rationnel en prise avec des informations relatives au marché qui seraient équitablement réparties. En outre, et comme tout un chacun en a fait l'expérience, livré à soi-même on est d'autant moins fort, et d'autant plus docile, d'autant moins redoutable pour l'État comme pour le Capital. Bref, d'un côté, il y a fort à parier que la conséquence d'un revenu universel garanti sera une sorte d'éternisation des inégalités qui, par suite, sembleront toujours plus « naturelles », propres à la « nature » d'un certain type d'individus, et comme telles finalement légitimes (le cercle est bien connu : la preuve qu'il est naturel que les pauvres soient pauvres sera toujours qu'ils sont pauvres). De l'autre côté, et en général, individualiser l'existence, ce à quoi contribuerait le revenu universel, ce sera évacuer la possibilité, déjà mince, d'engager de réels rapports de force avec ce qu'il faut bien reconnaître et nommer comme l'ennemi du plus grand nombre.

III. QUE VEUT-ON ?

Ces trois arguments l'indiquent clairement : *l'idée d'un revenu universel d'existence se trouve en parfaite conformité et continuité avec les développements récents du capitalisme de style néolibéral*. Il ne représente en aucun cas une alternative à celui-ci, mais, pour l'heure, sa meilleure arme. Il est en effet connu que le néolibéralisme souhaite un État réduit à sa seule mission de service d'ordre, qu'il réclame pour sujets des individus atomisés et isolés, ne pouvant compter sur aucun mécanisme de solidarité collective, maintenus à la limite du seuil de pauvreté, quoique se rêvant, non plus travailleur (un travailleur, c'est un être vivant engagé dans un rapport d'appartenance au capital,

mais en contradiction virtuelle avec celui-ci), mais auto-entrepreneur, c'est-à-dire seul responsable de son destin, qui ne sera pas glorieux. On ne s'étonne donc plus que l'idée d'un revenu universel ait été théorisée par divers économistes néolibéraux, et déjà par Friedrich von Hayek, ni qu'elle soit actuellement testée dans un pays menant une politique ultralibérale, la Finlande. Ce qui devrait plutôt étonner est le fait qu'elle rencontre en Europe une oreille attentive à gauche, mais c'est signe de l'essoufflement idéologique et de la désorientation politique inouïes qui règnent là-bas.

Quant à la raison pour laquelle l'idée semble de prime abord intéressante, voire enthousiasmante (c'est la perspective d'un « dimanche de la vie » vantée par exemple par le philosophe Bernard Stiegler), elle est simple. Il est vrai que le salariat classique a vécu, que les gens qui ont à peu près mon âge (j'ai 32 ans) sont pour une part non négligeable inemployables dans ce cadre, et l'idée de donner à tout le monde l'équivalent de ce qui existe en Belgique comme statut d'artiste fait donc logiquement son chemin, en particulier lorsque l'on s'avise que l'automatisation/robotisation du travail n'impose tout simplement plus de se tuer à la tâche comme le faisaient nos aïeux. Convaincre des gens de plus en plus éduqués et conscients de leur valeur d'aller chaque jour mourir au travail jusqu'à 67 ans, peut-être plus, pour quelques centaines d'euros, peut-être moins, cela devient de plus en plus difficile. Il n'en reste pas moins que s'engager ici et maintenant dans la voie du revenu universel *c'est abandonner tout ce dont le travail était gros en tant que point d'opposition interne au développement du capital*, mais sans rien gagner en échange (le travail continuera d'être exploité : il l'est, ici et maintenant, et cela sans même parler des industries du tiers-monde), et en perdant, en outre, les quelques garde-fous collectifs que les générations précédentes dressaient face au cycle mortifère et nihiliste de l'accumulation indéfinie de la valeur. Pour le dire sur le ton de l'urgence qui sied à ce genre de problématique : il ne s'agit pas d'approuver les accommodements permettant à ce cycle de se poursuivre, mais d'inventer les modalités nouvelles d'un rapport de force qui l'interrompraient.

* *

Thomas BOLMAIN est docteur en philosophie (ULG).

BOLMAIN Thomas, *Trois arguments qui ne seraient pas de droite contre le revenu universel*, Bruxelles : CPCP, « Regards décalés », n°5, septembre 2017, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-regards-decales/revenu-universel>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Tel un marronnier de la politique, le revenu universel est une idée qui revient régulièrement dans les débats. Cette proposition a ceci d'original qu'elle est revendiquée à Droite comme à Gauche. En effet, aussi paradoxal que cela puisse paraître, elle tire ses origines des idéologies marxistes et néolibérales. Cependant, quoique régulièrement défendue par des politiques de gauche, l'auteur démontre que, dans l'état actuel des choses, la seule version véritable est libérale. Une fois ce constat posé, l'auteur développera trois arguments montrant que cette vision du revenu universel garanti poursuit le cycle capitaliste actuel, entérinant de fait l'éternisation des inégalités, qui sembleront toujours plus naturelles.

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

02 238 01 00 – info@cpcp.be

www.cpcp.be



Chaque jour des nouvelles du front !
www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles
en téléchargement libre :

www.cpcp.be/etudes-et-prospectives